COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 NOVEMBRE 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 19 NOVEMBRE à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 13 NOVEMBRE 2020, s'est réuni à huis clos, salle de la Lampe, sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ÉTAIENT PRÉSENTS :

BERNARD Corinne, BRIANT Geoffrey, CHARPENTIER CHOLLET Laurent, CUNYOT-PONSARD Mireille, DALI Sarah, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, FERNANDES Rosa, GATINEAU Athéna, HERTZ Ludovic, LANGLOIS Patrice, LE DROGO Laurent, LE MANACH Sandrine, LEVEQUE PICHOT Anne, MACEL François-Xavier, MALBROUCK Anaïs, MATIAS Rui, MFUANANI NGUENTE Loïc, MICHAUD Daniel, PICHOT Camille, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques.

ABSENTS :

BLOT Dominique donne pouvoir à DAVID Dominique ;
CORDIER Stéphanie donne pouvoir à RAVEL Stéphanie ;
THIOT Isabelle donne pouvoir à DALI Sarah ;
VIARGUES Cristèl donne pouvoir à LEVEQUE PICHOT Anne.

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Alzina DJANY est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire rend compte des décisions municipales :

- **Décision municipale N°15/2020 du 15 octobre 2020**

Signature d'un marché portant sur la fourniture de carburant par cartes accréditives avec la société TOTAL MARKETING France, pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} décembre 2020, d'un montant minimum annuel de commandes de 0 euro et un montant maximum annuel de 53 000 euros H.T.

- **Décision municipale N°16/2020 du 21 octobre 2020**

Commande auprès de la société GFI INFORMATIQUE-PROGICIELS d'une solution de gestion de l'urbanisme pour un montant total H.T. de 26 749,50 €. La maintenance du logiciel est incluse la première année et sera facturée 3 537.60 euros H.T. par an (hors indexation éventuelle) pour les futures années.

- **Décision municipale N°17/2020 du 26 octobre 2020**

Commande auprès de la société PR'OPTIM d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition des modalités d'accueil scolaire sur la Commune de Linas, pour un montant total et forfaitaire de 28 825 € H.T.

- **Décision municipale N°18/2020 du 27 octobre 2020**

Conclusion d'un marché pour le lot n°01 – Travaux de revêtement de sols et le lot n°02 – Travaux de peinture et de ravalement, avec la société LES PEINTURES PARISIENNES, pour une durée de 12 mois éventuellement reconductible pour 3 nouvelles périodes de 12 mois.

- **Décision municipale N°19/2020 du 04 novembre 2020**

Conclusion du lot n°05 – Travaux relatifs à des volets, stores et films du marché n°200004 avec la société ROUSSEL CSF, pour une durée de 12 mois éventuellement reconductible pour 3 nouvelles périodes de 12 mois.

Monsieur le Maire soumet le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 24 septembre 2020 à l'approbation.

Le Procès-Verbal du 24 septembre 2020 EST APPROUVÉ, À L'UNANIMITÉ.

FINANCES - TRAVAUX - URBANISME

1- SURCHARGE FONCIÈRE GROUPE ARCADE VYV – DIVISION LECLERC
Délibération N° 63 /2020

Sur rapport de Madame DJANY :

Le groupe ARCADE-VYV réalise une opération immobilière située rue de la Division Leclerc. La programmation comporte notamment 52 logements locatifs sociaux (36 PLAI et 16 PLUS).

La Communauté d'Agglomération Paris Saclay a inscrit, dans son Pacte Financier et fiscal de Solidarité 2017-2022 et dans son projet de territoire, une enveloppe de soutien à la construction de logements sociaux, à hauteur de 1000 € par logement PLUS et PLAI. Cette subvention, afin de permettre sa déductibilité de la pénalité SRU, transitera par les collectivités.

A ce titre, le bailleur social ARCADE-VYV peut bénéficier, pour cette opération de 52 logements locatifs sociaux, d'une subvention de surcharge foncière de 52 000 € versée après achèvement des travaux par la Communauté d'Agglomération Paris Saclay.

Cette subvention doit être au préalable approuvée par la Commune.

Elle est ensuite versée par la CPS, à l'achèvement des travaux, à la Commune, qui la reverse ensuite au bailleur.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

APPROUVE l'attribution par la CPS, au bailleur social ARCADE VYV, d'une surcharge foncière d'un montant de 52 000 €, pour l'opération située rue de la Division Leclerc ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous actes liés à cette subvention dite de surcharge foncière ;

DIT que la dépense et la recette seront inscrites aux budgets des exercices concernés.

2- SURCHARGE FONCIÈRE SOLIDARITÉS NOUVELLES – GUILLERVILLE
Délibération N° 64 /2020

Sur rapport de Madame DJANY :

Le bailleur social SOLIDARITÉS NOUVELLES POUR LE LOGEMENT sollicite le versement d'une surcharge foncière concernant 4 logements locatifs sociaux de type PLAI situés rue de Guillerville.

La Communauté d'Agglomération Paris Saclay a inscrit, dans son Pacte Financier et fiscal de Solidarité 2017-2022 et dans son projet de territoire, une enveloppe de soutien à la construction de logements sociaux, à hauteur de 1000 € par logement PLUS et PLAI. Cette subvention, afin de permettre sa déductibilité de la pénalité SRU, transitera par les collectivités.

A ce titre, le bailleur social SOLIDARITÉS NOUVELLES POUR LE LOGEMENT peut bénéficier, pour cette opération, d'une subvention de surcharge foncière de 4 000 € versée après achèvement des travaux par la Communauté d'Agglomération Paris Saclay.

Cette subvention doit être au préalable approuvée par la Commune.

Elle est ensuite versée par la CPS, à l'achèvement des travaux, à la Commune, qui la reverse ensuite au bailleur.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

APPROUVE l'attribution par la CPS, au bailleur social SOLIDARITES NOUVELLES POUR LE LOGEMENT, d'une surcharge foncière d'un montant de 4 000 €, pour l'opération située 27 rue de Guillerville ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous actes liés à cette subvention dite de surcharge foncière ;

DIT que la dépense et la recette seront inscrites aux budgets des exercices concernés.

3- RAPPORT CLECT PARIS SACLAY DU 30 SEPTEMBRE 2020 **Délibération N° 65 /2020**

Sur rapport de Madame DJANY :

Pour rappel, la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité.

La CLECT de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay s'est réunie le 30 septembre 2020. Madame Alzina DJANY représentait la Commune lors de cette séance.

La Commune de Linas est notamment impactée par le point V du rapport relatif à l'évaluation des charges transférées pour le Syndicat Intercommunal de la Région de Montlhéry (SIRM).

En effet, afin de faire face aux conséquences de la COVID-19, le SIRM a sollicité une aide complémentaire de la CPS à hauteur de 170 000 euros. Le SIRM comprenant 3 villes, la participation pour chacune de ses collectivités membres est de 56 666.67 euros.

L'attribution de compensation (AC) de la Commune de Linas a donc été augmentée de 56 666.67 euros.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

APPROUVE le rapport de la CLECT Paris - Saclay du 30 septembre 2020 ;

DIT que la présente délibération sera transmise aux services de la CPS.

4- DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET 2020.
Délibération N° 66 /2020

Sur rapport de Madame DJANY :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'il lui appartient en cours d'exercice de prendre les décisions budgétaires modificatives propres à assurer l'ensemble des engagements supplémentaires de la Commune.

La présente décision modificative budgétaire porte sur la correction de la précédente.

En effet, il s'est avéré indispensable et urgent au mois d'octobre d'alimenter le chapitre 65 pour pouvoir honorer les dépenses liées à la masse salariale de la Commune.

Cependant le débat sur la DM n°1 du dernier Conseil Municipal a soulevé des interrogations pertinentes sur la nécessité d'abonder le compte 65314 « Cotisations de sécurité sociale – part patronale (élus) ».

En premier lieu et après avoir consulté la Trésorerie, force est de constater que les mandats de paye émis par la Commune depuis le début de l'année 2020 et payés par la Trésorerie, ont été mal imputés ;

Dans un second temps, c'est un mauvais paramétrage du logiciel RH au moment du passage à la M57 qui a généré une erreur d'imputation automatique :

-imputation au compte 65314 « Cotisations de sécurité sociale – part patronale (élus) » au lieu du compte 6451 « Cotisations à l'URSSAF ».

Les corrections sont en cours mais il convient désormais de rétablir les montants initialement prévus au Budget Primitif 2020 aux chapitres 012 « Charges de personnel et frais assimilés », 011 « Charges à caractère général » et 65 « Autre charges de gestion courante » de la manière suivante :

Chapitre	Compte	Libellé du compte	Budget Primitif 2020	DM n°1	DM n°2
012	6451	Cotisations à l'URSSAF	511 800,00 €	216 600,00 €	511 800,00 €
011	6042	Achat de prestations de services	340 680,00 €	270 680,00 €	340 680,00 €
	6232	Fêtes et cérémonies	75 050,00 €	45 050,00 €	75 050,00 €
65	65314	Cotisations de sécurité sociale	7 800,00 €	275 904,84 €	7 800,00 €
	657362	Subvention de fonctionnement au CCAS	177 095,16 €	304 190,32 €	177 095,16 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,
 MOINS 4 ABSTENTIONS (Liste LINAS AUTREMENT),**

APPROUVE la Décision Modificative n°2 du Budget Ville 2020.

AFFAIRES GÉNÉRALES - PERSONNEL

5- CRÉATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS.

Délibération N° 67 /2020

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de réorganisation des services, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Compte tenu de la création de deux nouvelles missions, il convient de renforcer les effectifs du service technique.

Le Maire propose la création d'un emploi, à temps complet, pour assurer la fonction de Directeur du Centre Technique Municipal dans le cadre d'emplois des techniciens territoriaux et d'un emploi, à temps complet, pour assurer la fonction de chargée d'études à la transition énergétique et au développement durable dans le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,
MOINS 6 ABSTENTIONS (Liste LINAS AUTREMENT et Liste J'AIME LINAS),**

APPROUVE la création de deux nouveaux emplois permanents au sein du service technique de la commune ;

FIXE le niveau de rémunération par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, et au régime indemnitaire tel que défini par la délibération du 9 janvier 2017 ;

INSCRIT les crédits nécessaires au budget du personnel chapitre 12.

6- RECRUTEMENT D'UN JOURNALISTE / COMMUNITY MANAGER.

Délibération N° 68 /2020

Sur rapport de Monsieur RODARI :

Monsieur le Maire informe que l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale dispose que « par dérogation [...], des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants : [...] Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté ».

La Ville de Linas souhaite procéder au recrutement d'un agent de catégorie A pour assurer les missions de Journaliste / Community Manager, afin de venir renforcer le service communication de la mairie, et participer notamment aux missions suivantes :

- La gestion de la communication digitale de la ville (le site internet, la newsletter et les réseaux sociaux) et l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie digitale en cohérence avec la stratégie de communication globale de la ville.
- Participe à la construction du magazine municipal.

Ce recrutement permet d'anticiper la fin de contrat d'un agent contractuel de ce service et pourra, dans un premier temps, être pourvu à temps partiel ou activité accessoire.

Dans l'hypothèse où un fonctionnaire titulaire présentant les compétences et qualités requises ne serait pas trouvé, une délibération est nécessaire pour autoriser Monsieur le Maire à recruter un contractuel.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,
MOINS 2 ABSTENTIONS (Liste J'AIME LINAS),**

APPROUVE le recrutement d'un contractuel de catégorie A sur le poste de Journaliste / Community Manager, au titre de l'article 3-3-2° ;

DIT que le niveau de rémunération sera fixé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, et au régime indemnitaire tel que défini par la délibération du 9 janvier 2017 ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous documents afférents.

**7- SUPPRESSION DES EMPLOIS D'AGENTS DE SURVEILLANCE DE LA
VOIE PUBLIQUE.**

Délibération N° 69 /2020

Sur rapport de Monsieur RODARI :

L'exécutif territorial souhaite restructurer le service de la Police municipale.

La suppression des postes d'ASVP au sein de la collectivité est motivée par une volonté d'accentuer le nombre d'agents de police municipale, actuellement en sous-effectif, afin de renforcer les équipes et permettre de garantir une meilleure sécurité pour les administrés.

A ce titre, la moyenne nationale est d'environ 1 policier municipal pour environ 1 000 habitants. A Linas, le nombre de policiers municipaux est seulement de 4 pour 7 000 habitants. Le tableau des effectifs de la Commune sera donc modifié afin de créer 2 postes supplémentaires d'agents de police municipale, permettant ainsi de se rapprocher de la moyenne nationale.

A terme, la nouvelle organisation de ce service sera la suivante :

- Six agents PM, issus de la filière police municipale ;
- Une assistante, issue de la filière administrative.

Ce nouvel effectif permettra :

- D'assurer une continuité de service, avec la mise en place de deux patrouilles de trois agents. Il est utile de rappeler qu'en cas d'absence d'un agent, la patrouille pourra continuer à fonctionner sur un binôme ;
- D'assurer également une présence plus importante au poste de PM, afin de répondre, en lien avec l'assistante, aux interrogations du public.

Ce projet de restructuration a été présenté au Comité technique du 6 novembre dernier.

Il est rappelé au Conseil municipal qu'il lui revient de supprimer les postes au sein des services municipaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ,

MOINS 4 ABSTENTIONS (Liste LINAS AUTREMENT),

APPROUVE la suppression des emplois d'agents de surveillance de la voie publique (ASVP) au sein des effectifs municipaux (Police municipale) à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

DIT que le tableau des effectifs sera modifié en conséquence, le cas échéant.

8- ÉLECTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
Délibération N° 70 /2020

Sur rapport de Madame RAVEL :

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'il convient d'élire une nouvelle commission d'appel d'offres qui sera composée du Maire, président de droit, et de cinq membres élus par l'assemblée délibérante en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est rappelé que chaque liste doit comprendre les noms des candidats titulaires et suppléants. Un groupe minoritaire au sein du Conseil municipal peut également présenter une liste comportant un nombre inférieur au nombre de sièges à pourvoir.

Après interruption de séance, les listes des candidats présentées sont :

Liste 1 : LINAS AVANT TOUT (majorité municipale)	
Titulaires	Suppléants
Alzina DJANY	Stéphanie RAVEL
Philippe RODARI	Anne LEVEQUE-PICHOT
Patrice LANGLOIS	Dominique BLOT
Sandrine LE MANACH	Dominique DAVID
Jean-Jacques TANNEVEAU	Geoffrey BRIANT

Liste 2 : LINAS AUTREMENT	
Titulaires	Suppléants
Daniel MICHAUD	Ludovic HERTZ
Sarah DALI	Isabelle THIOT

Liste 3 : J'AIME LINAS	
Titulaire	Suppléant
Rui MATIAS	François-Xavier MACEL

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
 À BULLETINS SECRETS,**

PROCÈDE à l'élection des 5 membres titulaires de la Commission d'Appel d'Offres, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

Nombre de votants : 29

Sièges à pourvoir : 5

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 29

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 5,8

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total

Liste 1 :	21	3	1	4
Liste 2 :	5	0	1	1
Liste 3 :	3	0	0	0

PROCÈDE à l'élection des 5 membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

Nombre de votants : 29

Sièges à pourvoir : 5

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 29

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 5,8

	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1 :	21	3	1	4
Liste 2 :	5	0	1	1
Liste 3 :	3	0	0	0

PROCLAME élus les membres suivants :

Titulaires	Suppléants
Alzina DJANY	Stéphanie RAVEL
Philippe RODARI	Anne LEVEQUE-PICHOT
Patrice LANGLOIS	Dominique BLOT
Sandrine LE MANACH	Dominique DAVID
Daniel MICHAUD	Ludovic HERTZ

9- COMPOSITION DES COMITÉS CONSULTATIFS.

Délibération N° 71 /2020

Sur rapport de Madame RAVEL :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Code Général des Collectivités territoriales prévoit la constitution de comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune, associant des représentants des habitants de la Commune et notamment de leurs associations.

Ces comités sont librement créés par le Conseil Municipal qui en fixe la composition sur proposition du Maire.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal désigné par le Maire.

Lors du Conseil Municipal du 24 septembre 2020, Monsieur le Maire a proposé la création des comités consultatifs et a appelé les personnes intéressées pour en être membre à se manifester. Pour rappel, ces comités sont composés de 8 élus du conseil municipal (5 élus de la majorité, 1 élu de chaque opposition) et de 8 administrés ayant porté leur candidature à la connaissance du maire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

FIXE la composition des comités consultatifs suivants :

1. Finances

Membres élus du conseil	Linois
Présidente : DJANY Alzina	LAFEIL Jean
RODARI Philippe	IANNARELLI Béatrice
LE MANACH Sandrine	FIÉVET Éric
RAVEL Stéphanie	SAVORNIN Antoine
LEVEQUE PICHOT Anne	JAUFFRES Olivier
DALI Sara	COUTURIER CHIQUET Joëlle
MACEL François-Xavier	PECASTAING Luc
CUNIoT-PONSARD Mireille	PERSEVAL Guillaume

2. Urbanisme

Membres élus du conseil	Linois
Président : RODARI Philippe	GARAT Philippe
DAVID Dominique	DUBOULET François-Xavier
CHARPENTIER CHOLLET Laurent	DUMENIL Lucien
LEVEQUE PICHOT Anne	COTTENTIN Bernard
LE MANACH Sandrine	DABIN François
MICHAUD Daniel	CHIQUET Jean
MACEL François-Xavier	ROBIN Pascal
CUNIoT-PONSARD Mireille	DE OLIVEIRA Ana

3. Vie économique locale

Membres élus du conseil	Linois
Présidente : RAVEL Stéphanie	ROBERTO Thierry
LE MANACH Sandrine	PEREIRA Frédéric
DEMICHEL Dominique	LARDIÈRE Catherine
DJANY Alzina	JAUFFRES Olivier
DAVID Dominique	ROBIN Pascal
HERTZ Ludovic	REGANHA Jocelyne
MACEL François-Xavier	BOTHOREL Marc
CUNIoT-PONSARD Mireille	COUTURIER CHIQUET Joëlle

4. Vie communale

Membres élus du conseil	Linois
Président : TANNEVEAU Jean-Jacques	VOVARD Florent
BRIANT Geoffrey	DUMENIL Françoise
BLOT Dominique	LARDIÈRE Catherine
FERNANDES Rosa	COTTENTIN Claudine
PICHOT Camille	VIELLE Sandrine
THIOT Isabelle	GUICHARD Annick
MATIAS Rui	KOELSCH Francine
CUNIoT-PONSARD Mireille	FIÉVET Éric

5. Jeunesse

Membres élus du conseil	Linois
Présidente : LEVEQUE PICHOT Anne	WU Stéphanie
LE MANACH Sandrine	HERINGER Marjorie
BERNARD Corinne	CIRET Aurore
BRIANT Geoffrey	REGANHA Jocelyne

PICHOT Camille	FERRER Pierre
DALI Sara	LAURENT Emilie
MATIAS Rui	LANGOT Antoine
CUNIoT-PONSARD Mireille	VOVARD Florent

6. Environnement

Membres élus du conseil	Linois
Président : LANGLOIS Patrice	CHIQUET Jean
RODARI Philippe	ALLANIC Julienne
LEVEQUE PICHOT Anne	GARAT Philippe
LE MANACH Sandrine	DABIN François
DJANY Alzina	PEQUERY Jacques
MICHAUD Daniel	CONTENTIN Bernard
MATIAS Rui	KOELSCH Francine
CUNIoT-PONSARD Mireille	JULLY Nicolas

DIT qu'en cas d'absence à un comité, chaque membre élu pourra être suppléé par un autre membre du conseil municipal de son choix.

10-RÈGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL **Délibération N° 72 /2020**

Sur rapport de Madame LEVEQUE PICHOT :

Monsieur le Maire rappelle que l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) impose aux communes de 3 500 habitants et plus d'établir un règlement intérieur.

Ce règlement doit être approuvé dans les 6 mois suivant l'installation du conseil municipal.

Le contenu de ce règlement doit fixer, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les mesures concernant le fonctionnement du conseil municipal et préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ, MOINS 2 ABSTENTIONS (Liste J'AIME LINAS),

ADOpte le Règlement Intérieur du Conseil Municipal.

11-ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ÉLECTRICITÉ DONT LE SIPPÉREC EST COORDONNATEUR. **Délibération N° 73 /2020**

Sur rapport de Monsieur LANGLOIS :

Monsieur le Maire rappelle qu'au 1^{er} janvier prochain, la Ville de Linas ne sera plus bénéficiaire des tarifs régulés pour l'électricité des compteurs dont la puissance est inférieure à 36 kVA.

Afin de se conformer à la réglementation sur les marchés publics tout en profitant d'un tarif compétitif, la Ville de Linas a rejoint le groupement de commande lancé par le SIPPÉREC.

Il est précisé que c'est l'opérateur EDF qui a été retenu dans le cadre de la mise en concurrence initiée et gérée par les services du SIPPÉREC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,

APPROUVE l'acte constitutif du groupement de commande pour l'achat d'électricité et les services associés ;

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toute mesure permettant l'exécution de la présente délibération ;

DIT que les dépenses résultant de ce groupement de commande seront imputées au budget de l'exercice correspondant.

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h25.

Affiché le : 26/11/2020